le prolétaire

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (programme communiste)

Le numéro 0,50 F. - 50 F.B.

MAI 1968 — 6me ANNEE — N° 54

Abonnement de soutien	10 F.	100 F.B.
Abonnement annuel	5 F.	50 F.B.

Le Prolétaire
B.P. 375 - Marseille - Colbert ou B.P. 40 Paris (14e)
C.C.P. 2202-22 - Marseille

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

* La revendication de la ligne qui va du **Manifeste communiste** à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste;

* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance;

* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

VIETNAM

La leçon incomprise d'une lutte perdue

Aprés quelques semaines d'espoir euphorique en la paix, la grande presse est devenue plus discrète: rien n'est moins sûr qu'une proche fin du conflit du Viet-Nam. Soit parce que le compromis envisagé s'y avère impossible; soit parce qu'il exige un long délai que les belligérants mettent déjà à profit pour renforcer leurs positions respectives sur le terrain.

N'étant pas des stratèges militaires, nous nous garderons de tout pronostic concernant l'évolution du rapport des forces sous ce dernier aspect. Mais en matière de stratégie sociale, où nous nous appuyons sur des données solides, nous avons de bonnes raisons de penser que le «cas Viet-Nam» confirme notre thèse, à savoir que, sans intervention du prolétariat des pays avancés, toute révolte des peuples opprimés qui heurte de front l'impérialisme est vouée à l'échec.

Il est aujourd'hui indiscutable qu'en l'absence de cette intervention, la révolution afro-asiatique s'est soldée, dans le meilleur des cas, par une simple substitution de l'hégémonie impérialiste moderne à l'ancienne domination colonialiste devenue caduque. La puissance des capitaux a remplacé l'oppression administrative et militaire : elle n'en a pas pour autant affaibli la domination des grandes puissances sur les nouveaux Etats indépendants. Mais, pour être plus économique que militaire, cette forme moderne de domination ne s'interdit nullement l'usage de la **manière forte** d'autrefois — sauf à remplacer les baïonnettes par le napalm — chaque fois que l'unification nationale des peuples de couleur, au lieu de se réduire à une souveraineté politique fantoche, compromet la sûreté des lignes de force de l'impérialisme. Tel est précisément le cas du Vietnam où le gendarme americain du capitalisme mondial ne peut céder d'un pouce sans voir son prestige amoindri, son crédit ebranlé, sa domination du monde compromise. Constatation désormais banale sans doute, mais dont nous sommes à peu près les seuls à tirer la conclusion logique : contre la force colossale de l'impérialisme, tout héroïsme **national** est vain s'il n'est pas relayé par la mobilisation **internationale** du prolétariat. De cette dure vérité le peuple vietnamien tout entier fait l'atroce expérience et s'il venait à plier après son effort surhumain, s'il se résignait à finir le carnage à **n'importe quel prix,** personne n'aurait le droit de le lui reprocher : la seule attitude impardonnable, en cette affaire, est celle des charognards opportunistes qui s'apprêtent à saluer comme une **victoire de la paix** les tractations diplomatiques destinées, une nouvelle fois, à rendre sa lutte vaine.

⁂

Au début du conflit, alors qu'il n'était encore qu'une guérilla de partisans, nous nous efforcions de le situer dans son contexte historique et politique en dégageant déjà les responsabilités d'une lutte vouée aux sacrifices les plus désespérés. « En 1954 — écrivions-nous dans le numéro 6 du **Prolétaire** de janvier 1964 — le Vietminh a renoncé à exploiter à fond sa victoire militaire sur l'impérialisme français. Pourquoi ? En 1963, les partisans vietnamiens livrent une lutte incertaine pour atteindre **le même objectif.** Pourquoi ? Précisément parce que le Vietminh s'était servilement aligné sur la politique de coexistence pacifique que l'opportunisme moscovite a imposée aussi bien aux peuples de couleur en révolte qu'aux prolétaires métropolitains en lutte. Parce qu'il a cédé aux injonctions de tous les complices déguisés de l'impérialisme qui le conjuraient de **s'entendre** au plus tôt avec l'adversaire qu'il avait vaincu. Parce que la lutte anti-impérialiste enfermée dans le cadre national est vouée à la compromission et à l'échec ; parce que la révolte des peuples opprimés est perdue d'avance si elle n'a pas l'appui du prolétariat mondial et de son parti de classe, ce parti précisément que les Staline, les Khrouchtchev ou les Mao-Tsé-Toung ont assassiné. Voilà pourquoi, après neuf nouvelles années de répression, de misère, de carnage perpétrés dans le delta indochinois par les Diem, les Nhu et autres laquais jaunes de l'im-

(Suite en page 4)

D'UNE NEGOCIATION A L'AUTRE...

En ces jours où l'on parle tellement d'éventuelles négociations entre Américains et Vietnamiens du nord, il n'est pas mauvais de rappeler ce que furent ces fameux Accords de Genève *de juillet 1954 qui mirent fin au premier conflit (voir une étude plus détaillée dans* Le Prolétaire *n° 23, de juillet-août 1965).*

Au début des négociations, le Vietminh tenta de formuler les bases d'un règlement politique général, concernant non seulement le Vietnam, mais aussi le Laos et le Cambodge. L'impérialisme français exigeait quant à lui un règlement purement militaire, s'appliquant au seul Vietnam. Les « pays-frères socialistes », U.R.S.S. et Chine, se rangèrent à l'avis des Français et contraignirent le Vietminh à abandonner toute revendication d'indépendance nationale pour l'ensemble de la péninsule indochinoise ; l'U.R.S.S. et la Chine reconnurent du reste les monarchies du Laos et du Cambodge.

Il restait toutefois encore fort à faire pour parvenir à la solution la plus satisfaisante pour l'impérialisme. Les Vietnamiens commencèrent par accepter le principe d'un retrait des troupes de part et d'autre d'une ligne de démarcation : ils abandonnaient ainsi eux-mêmes la cause de l'unité nationale du Vietnam en échange du plat de lentilles d'un demi-Etat. Restait à savoir où s'établirait la ligne de démarcation. Le long du 13e parallèle, exigeaient les Vietnamiens se basant sur la situation militaire réelle. Leurs « alliés socialistes » se chargèrent de les ramener à la raison. Chou En-laï avait à peine réussi à leur faire accepter le 16e parallèle, que Molotov se ralliait au 17e. Ainsi fut fait.

La fameuse promesse d'organiser, dans un bref délai, des élections générales dans tout le Vietnam (dans les six mois demandait le Vietminh, Molotov imposa deux années) était incluse dans une « déclaration finale »; les U.S.A. ayant énergiquement refusé de la signer, personne ne la signa *(les signatures, de toute façon, n'auraient rien changé) : le partage en deux du Vietnam devenait définitif.*

Les principales pressions exercées sur le Vietminh pour lui faire accepter l'abandon de l'unité nationale, puis le retrait jusqu'au 17e parallèle venaient donc de l'U.R.S.S., de la Chine alors son alliée, et des Etats-Unis, en un mot de la solidarité impérialiste des grandes puissances qui, toutes, trouvaient alors leur compte à la fin du colonialisme français, mais nullement à la constitution d'un véritable Etat national au Vietnam.

L'héroïsme des combattants vietnamiens n'enlève rien au fait que l'Etat nord-vietnamien s'est non seulement plié à ce diktat *(il ne pouvait guère faire autrement), mais surtout a scrupuleusement respecté les Accords (il n'est pour rien dans le déclenchement de l'insurrection au sud) et a continué de les présenter comme une solution respectable. N'est-ce pas du reste ces mêmes Accords que d'éventuels pourparlers avec les U.S.A. prendraient pour base ?*

PERMANENCES A MARSEILLE

le jeudi 9 mai
et
le jeudi 23 mai
de 17 h. 30 à 19 h. 30
au siège du journal
7, cours d'Estienne d'Orves
(4e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

LE BLACK POWER ET SES "AMIS"

Violence sans théorie et théorie sans violence

Dans presque toutes les villes des Etats-Unis ont éclaté des révoltes noires qui témoignent de la faillite de l' « American way of life ». En effet, la « prospérité » a toujours pour base, sous le régime capitaliste, l'exploitation des travailleurs. Dans l'approche de la crise mondiale, cette exploitation s'appesantit et les couches ouvrières les plus défavorisées ressentent les premières cette aggravation.

Les Noirs dont les salaires sont en moyenne inférieur à ceux des Blancs, sont dans ce cas : ils ne peuvent se constituer de réserves, et le chômage les accule au désespoir. Un seul choix pour le chômeur noir : s'engager dans l'armée ou rester et entamer la lutte. Ainsi tous ceux qui ont estimé plus utile de risquer leur vie aux U.S.A. qu'au Vietnam, incendient les ghettos et abattent les policiers

L'apport indéniable du mouvement noir est qu'il a su retrouver, sous des formes encore infantiles, les méthodes violentes, méthodes qui seront celles de la révolution prolétarienne.

Il est utile d'affirmer une fois encore que le rejet humaniste de la violence est une arme de la bourgeoisie; l'existence même du mouvement noir est le démenti violent de la croissance harmonieuse du capitalisme. Cependant, un mouvement violent, par la seule vertu de sa violence, ne peut suffire à renverser la bourgeoisie et peut même profondément servir sa domination. Les noirs n'ont pu jusqu'ici poser le problème en termes de classe, car leur mouvement spontané fait passer une solidarité raciale immédiate avant la solidarité prolétarienne, bien plus difficile à réaliser il est vrai. L'incapacité du prolétariat à concevoir de manière globale et à long terme ses intérêts de classe, le pousse souvent, en l'absence de son part. de classe, à choisir des objectifs nationaux à court terme, c'est à dire bourgeois — ou servant parfaitement la bourgeoisie. Ainsi le racisme ouvrier qui renait à chaque récession économique est la manifestation normale d'intérêts corporatistes et locaux de la classe livrée à elle-même (ces mêmes intérêts qui font que les ouvriers anglais après avoir lutté contre le gouvernement wilson, s'alignent sur les conservateurs pour s'opposer à l'immigration de travailleurs étrangers). En tant que dérivatif à la violence de de classe, le racisme entraine les ouvriers aux antipodes de la lutte pour la prise du pouvoir. Le mouvement noir n'y échappe pas. Son homogénéité raciale est la réaction d'auto-défense, le regroupement d'une minorité ethnique réagissant à la dégradation de ses conditions d'existence; mais ce ne peut être l'embryon du mouvement prolétarien et encore moins son avant-garde.

Tout ce qui divise le prolétariat est un bénéfice pour la bourgeoisie qu'elles qu'en soient les motivations idéologiques. Aux U.S.A. la hiérarchie des salaires est particulièrement fragmentée en catégories; le fait que ce soient les noirs les plus exploités ne change rien à sa raison profonde : le but d'une telle politique n'est pas le racisme en soi, mais bien la division du prolétariat au moyen du ra-

Suite page 4.

L'agitation des étudiants

Les agitations étudiantes en Italie, en Allemagne, en France, aux Etats-Unis même, et au Japon où existe une organisation de «gauche» influencée par le troskysme, constituent un symptome de la phase actuelle du capitalisme. Dans ces agitations se mêlent divers motifs, parmi lesquels émergent la guerre du Viet-nam et la revendication pour le moins ingénue d'une participation directe des étudiants à la «direction de l'Université», c'est à dire aux réformes de sa structure.

Un peu partout, mais surtout au Japon, en Allemagne et en Italie, les manifestations prennent souvent un caractère violent : heurts entre la police et les manifestants, agressions, arrestations, occupations des locaux universitaires, bagarres entre factions politiques opposées

Toutefois, ces actions résolument violentes et même sanglantes ne démontrent pas que les étudiants soient une « nouvelle classe » (celle des « jeunes instruits » !), mais que les étudiants, par leur position particulière, éprouvent avec une grande sensibilité la désagrégation du régime social et réagissent les premiers aux multiples symptômes d'une rupture de l'équilibre de l'impérialisme mondial qui s'était établi au lendemain de la dernière guerre.

Que le capitalisme sème le « sang et le poison », qu'il ne constitue plus une formation sociale capable d'assurer le développement des forces productives, qu'il menace l'humanité des terribles fléaux de la crise et de la guerre,—les faits historiques eux-mêmes ramènent ces vieilles énonciations marxistes *au premier plan et ils ne pouvaient manquer de produire aussi leur effet sur les étudiants éléments capables d'en sentir l'importance et les conséquences dramatiques dans le proche avenir, grâce au temps libre dont ils disposent et à la possession des moyens nécessaires d'information et d'apprentissage.*

Mais les étudiants ne sont pas une classe, pas même une couche sociale. Ils ne peuvent donc avoir ni une théorie, ni une tactique, ni une organisa-

Suite page 4.

LA REVOLUTION COMMERCIALE

La Foire de Canton s'est ouverte dans une atmosphère détendue, nous apprend « Le Monde » du 17 avril 1968 ; les militaires de l'armée de libération chinoise sont chargés de veiller à ce qu'il ne se produise pas d'agitation et à ce que les hommes d'affaires étrangers ne soient pas harcelés.

C'est que, selon la déclaration du vice-ministre du commerce extérieur chinois, la Chine a bénéficié l'an dernier d'une récolte exceptionnellement bonne » et que la production industrielle a également augmenté. « Ces succès, a-t-il dit, fournissent une solide assise matérielle pour le développement et l'expansion du commerce extérieur chinois avec des pays étrangers sur la base d'avantages mutuels et d'égalité ».

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les « marxistes-léninistes » de Pékin, suivant les traces de leurs aînés russes, font l'apologie du commerce, « lien entre les hommes et source d'avantages pour tous ». Mais ils savent aussi que l'homme ne vit pas seulement de matières premières et de produits manufacturés : il a aussi besoin d'idéologie. « Les équipes de propagande des pensées de Mao ont donné des spectacles révolutionnaires aux visiteurs » dit « Le Monde », qui nous rapporte cette déclaration de la radio de Canton : « La foire n'est pas seulement une occasion de développer les relations commerciales, mais surtout (!) elle constitue un important bastion pour la diffusion des pensées de Mao aux peuples du monde ».

Ces dits peuples du monde, représentés à Canton par « plus de trois mille hommes d'affaires des cinq continents » auront ainsi appris la Grande Nouvelle : « Vendre et acheter sont les deux mamelles du socialisme ».

Le "jeu à trois" du "syndicalisme assis"

Le 28 février dernier un accord concernant l'indemnisation du chômage partiel a été signé entre la Confédéération nationale du Patronat français d'une part, les Confédérations syndicales C.G.T. et Force Ouvrière de l'autre. Un examen rapide du contenu de cet accord et de son contexte suffisent à montrer d'abord que les ouvriers, par la signature de leurs représentants ont conclu un marché de dupes, ensuite que l'intégration déjà en cours de la C.G.T. aux forces de conservation sociale se précise et s'accélère, enfin que, face à la crise qui se prépare, Etat, patronat et syndicats de collaboration de classe se serrent étroitement les coudes et s'apprêtennt à en rejeter tout le poids sur les exploités.

L'accord laborieux du 28 février, sollicité par les syndicats et souhaité par le pouvoir, n'a dû de voir le jour, après plus de six mois de gestation, qu'à l'intervention du premier ministre : un patronage qui en dit long. Son contenu est maigre : 100 heures par an, au maximum, seront indemnisées sur la base de 1,10 l'heure, soit 17.600 anciens francs pour l'année. Il est assorti de clauses restrictives : pour en bénéficier il faudra trois mois d'ancienneté dans l'entreprise et avoir travaillé moins de 40 heures par semaine durant le mois qui précède. Et surtout, il ne joue pas pour les professions où le chômage sévit le plus durement — l'habillement, notamment, 350.000 salariés dont 90 % de femmes — la fourrure, la maroquinerie, le bois, soit encore 150.000 ouvriers. La déclaration faite à ce sujet par le représentant de l'Union patronale de l'industrie de l'habillement est significative : l'accord, a-t-il dit en substance, a été signé, côté patronal, avec « l'approbation des industries qui, dans leur généralité, **ne sont pas concernées** par le chômage partiel ». Par contre, a-t-il ajouté, les professions réellement touchées par ce chômage « ont demandé expressément **d'être exclues** du champ d'application des accords envisagés » (souligné par nous).

Ainsi le patronat, tout en promettant **peu** est assuré de donner **moins encore.** Il est bien décidé d'ailleurs à prendre ses précautions pour réduire au maximum le coût de ses engagements. Dans sa lettre d'invitation aux trois centrales syndicales, il a souligné que, s'il était important de donner à ceux qui changent d'emploi des garanties raisonnables, il est « encore plus essentiel de faciliter le reclassement dans des conditions, notamment de **délai,** aussi satisfaisantes que possible, ce qui requiert une action conjointe et organisée par l'Etat, des organisations patronales et des organisations syndicales de salariés ». Des « conditions de délai aussi satisfaisantes que possible », cela ne peut signifier autre chose que la liquidation ultra-rapide des « reconversions » de main-d'œuvre licenciée, casée au plus vite et n'importe où. Pour cela, évidemment, le patronat a autant besoin de la caution syndicale que de celle de l'Etat. Mais la C.G.T., signataire de ces accords, aura bonne mine, avec sa revendication de « reclassements décents » !

Toujours dans la même lettre, le C.N.P.F. précise la façon dont il conçoit cette « action conjointe » des patrons et des syndicats : « une stratégie économique globale, décidée par l'Etat et mise en œuvre **par tous** », et qui permette aux entreprises françaises lancées dans la compétition internationale « de l'affronter à armes égales et de **s'y tailler une place** à la mesure du potentiel français ». Ces derniers termes expriment, simplement sous une forme plus cynique, ce que les euphémismes des opportunistes enveloppent habituellement d'un pudique voile « progressiste ». « Se tailler une place » dans la compétition internationale c'est l'objectif logique de ce « développement du commerce extérieur sans discrimination » que réclamaient les pontifes du 36e Congrès de la C.G.T. Quant à l'utilisation à fond du « potentiel français » elle est la traduction nue et crue du vœu le plus cher de la C.G.T., selon lequel, dans la France de demain, « ingénieurs, cadres, techniciens, employés et ouvriers » doivent pouvoir donner « pleine mesure de leur savoir et connaissances ».

⁂

Cette même C.G.T. avait fait pourtant grise mine, au début, devant le sévère **menu** que proposaient gouvernement et patronat pour la « table ronde » qu'elle avait elle-même demandée. Alors que la centrale ouvrière réclamait depuis des mois des discussions sur **l'emploi, les salaires et les droits syndicaux,** les capitalistes et leur « conseil d'administration » étatique n'entendaient aborder que la question du **chômage partiel.** Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., eut beau prétendre que ce dernier problème « ne saurait être un **dérivatif** écartant celui des salaires qui reste plus que jamais essentiel », il a bien fallu que lui et ses camarades passent par où le voulaient patrons et ministres : « l'essentiel », dans les accords, a été laissé au vestiaire. Pire encore, on révèle officieusement du côté bourgeois, que cette discussion faisait intégralement partie de la stratégie sociale du gouvernement. En termes crus, il s'agissait, de gré ou de force, de rendre les organisations ouvrières **solidaires** de cette politique. « Longtemps souhaitée par le Chef de l'Etat — écrivent **Les Echos** du 28 février 1968 — la politique de **concertation** économique est en train de faire sa trouée » (souligné par nous). Il s'agissait en effet, reconnaît en substance le même journal, de compenser quelque peu le « mauvais effet » provoqué par les ordonnances sur la Sécurité Sociale : sur ce dernier point on n'était pas arrivé à rassembler les syndicats et les patrons autour d'une table commune, on y est parvenu grâce à la question du chômage partiel. Et **Les Echos** de souligner visiblement satisfaits, qu'il s'agissait, non pas d'un affrontement, mais d'une collaboration : « Malgré l'apparence, en effet, c'est moins la politique **paritaire** qui vient de marquer un point que la **concertation.** Car l'affaire a été menée tout à la fois avec l'intervention du gouvernement, la participation des syndicats et celle du patronat. **Le jeu à trois est donc bien engagé** » (souligné par nous).

Ainsi, comme il était facile de le prévoir et comme nous nous tuons à le dire depuis des années, l'Etat bourgeois donne à la formule de « négociation » que la C.G.T. présente comme un couronnement de la lutte ouvrière son véritable contenu : **concertation,** c'est-à-dire **collaboration de classe !**

⁂

Le plus paradoxal et le plus bouffon, en cette affaire — et qui s'avère profondément significatif de l'état de dégénérescence des organisations ouvrières traditionnelles — c'est que l'ultra-conformiste C.F.D.T. s'est offert le luxe de refuser de signer un accord qui, dit-elle, « laisse à l'écart plus de 600 mille travailleurs d'industries en difficulté ». Il est vrai que cette rigidité de la dernière heure n'est due qu'à la pression interne des Fédérations précisément lésées par les accords. Le représentant de la C.F.D.T., bel et bien, avait accepté de siéger et déjà donné son approbation verbale, ne se reçusant qu'au moment de la signature officielle.

Sans nourrir donc aucune illusion quant à l'intransigeance des progressistes ex-chrétiens, nous pourrons cependant — une fois n'est pas coûtume — leur emprunter notre **mot de la fin.** Leur organe officiel, **Syndicalisme,** écrivait en novembre dernier que « le gouvernement et le patronat pratiquent la politique du fauteuil », c'est-à-dire, expliquait-il, invitent avec force bonnes manières les représentants syndicaux à discuter, mais limite impérativement l'ordre du jour au point qui lui convient, dans le cas présent au seul chômage partiel.

«Alors — poursuit **Syndicalisme** — ceux qui ont vocation d'un **syndicalisme assis** se félicitent ; ceux qui ont l'habitude de ramasser des miettes chantent au miracle d'avoir trouvé des croûtons ».

Gageons, pour notre compte, que le prolétariat, qui n'a pas plus de vocation pour la **mendicité** assise que pour celle debout, n'acceptera pas de laisser indéfiniment son sort aux mains de pareils histrions.

Démocratie travailliste et racisme

La pourriture capitaliste a à ce point gangréné toute l'activité sociale que des explosions comme celles auxquelles on assiste en Angleterre en ce moment paraissent étonnantes au grand public comme à la bourgeoisie et ses meilleurs défenseurs.

Que s'est-il passé ? Le gouvernement Wilson, décidé à assurer un développement démocratique, comme il dit, aux structures économiques capitalistes, a compris que laisser s'accumuler dans son pays de véritables « ghettos » de travailleurs de couleur constituait une menace latente et une sorte de baril de poudre dangereux pour la paix sociale. Tout naturellement, il a proposé et fait voter à une confortable majorité une loi « contre la discrimination raciale ». Or, il aurait suffi d'une déclaration violemment raciste d'un chef conservateur, un certain Powell, pour déclencher une vague de manifestations du plus pur esprit nazi ? En réalité, il n'en est rien.

Il est vrai que les travaillistes ont voulu désamorcer une bombe dont ils voient les effets au cœur de la centrale impérialiste du monde, les Etats-Unis, mais ils n'ont pas, tant s'en faut, oublié les impératifs de l'économie capitaliste. Et c'est la Confédération patronale des Industries britanniques qui a dû dévoiler, à l'occasion de cette crise, les raisons de l'immigration calculée de travailleurs de couleur. Elle a ainsi déclaré que des industries-clés comme le bâtiment, la métallurgie et la sidérurgie anglaises dépendaient dans une grande mesure de la main-d'œuvre de couleur, ajoutant même que l'industrie traditionnelle du coton ne devait son renouveau d'activité qu'à cette même main-d'œuvre. De son côté, le gouvernement devait préciser que les services publics, transports, hôpitaux, P.T.T. employaient jusqu'à 20 % de main-d'œuvre de couleur et qu'il serait donc difficile de s'en passer, comme le suggérait ce Powell dans son discours « irresponsable ».

Avant d'examiner la réaction principale, c'est-à-dire la protestation des dockers, il nous faut signaler le cadre statistique dans lequel se déroule l'agitation présente, ne serait-ce que pour bien montrer qu'il s'agit non d'une question appréciable par des critères économiques, mais bien d'un problème plus général, celui de la véritable aliénation du prolétariat — dans ce cas, l'explosion raciste sur une base petite-bourgeoise. En 1963, une enquête d'un office de statistique révélait qu'en l'an 2000, on devait estimer atteindre une population de couleur de 3 millions de personnes pour un total de 70 millions, en prenant un rythme «d'importation annuelle» de 35.000 à 45.000 personnes. En 1963, il y a environ820.000 personnes de couleur, soit un peu moins de 2 résidents de couleur pour 100 habitants. De surcroît, Callaghan ministre d'état vient de déclarer que ceux qui réclament une restriction sévère à l'immigration illimitée semblent oublier qu'en 1967 (à la suite d'une loi justement très dure en matière d'immigration), moins de 5.000 permis de travail avaient été accordés, contre 30.000 en 1963.

En ce qui concerne le mouvement des dockers de Londres, c'est-à-dire la manifestation d'un millier d'entre eux devant le Parlement au moment de la discussion du projet de loi sur la discrimination raciale en matière de loyer, de scolarité et de travail, et la grève de 15.000 d'entre eux en signe de mécontentement, ses

(Suite en page 3).

La crise du « bloc socialiste »

La presse occidentale a consacré la plus large place, ces derniers temps, à ce que l'on appelle le « socialisme démocratique » tchèque. Les libéraux exultent; les démocrates pavoisent; les hommes d'affaires se frottent les mains; de Gaulle apprend déjà quelques phrases en tchèque et Willy Brandt « reconnaît » (mais sans la reconnaître, bien sûr) la fameuse ligne Oder-Neisse; nos « communistes » ne sont pas trop mécontents non plus puisque tout le monde est satisfait et que c'est là un excellent argument électoral.

Certes, tout ce beau monde a quelque raison de se réjouir : quelle magnifique publicité pour ce parlementarisme et cet électoralisme qui sont les piliers du temple politique de la petite-bourgeoisie ! Vous voyez, ils y viennent eux aussi, comme ils en sont venus à la loi éternelle du profit — et là les Russes ont montré l'exemple —, comme ils en sont venus au respect de la propriété sacrée — et là encore les Russes ont montré l'exemple en affermant de vastes étendues de terre à des paysans qui, du coup, ont remercié la Sainte Russie en décuplant leurs dépôts aux caisses d'épargne (**Literaturnaya Gazeta,** février 68). Allons ! Oublions les distinctions dépassées, capitalisme, socialisme, les « sociétés industrielles », quelle qu'en soit la marque, sont bien toutes les mêmes, la Nation est plus solide que jamais et la démocratie finit toujours par triompher. Qu'on ne nous parle plus de ces rêves naïfs et grossiers de communisme !

Ainsi raisonne le petit-bourgeois, et il n'a pas **tout à fait** tort. Pas tort du tout, en tous cas, lorsqu'il constate, à sa manière il est vrai, la similitude de l'Est « socialiste » et de l'Ouest capitaliste. Les faits sont tellement gros aujourd'hui qu'il peut concevoir quelques parcelles de vérité historique. Le businessman sait depuis longtemps qu'il peut retrouver à Moscou, à Prague, à Bucarest ou à... Canton d'autres hommes d'affaires avec qui traiter ; M. Krupp tient bureaux ouverts à Moscou; les Rockfeller et les Eaton se sont associés pour envisager quelques placements « progressistes » en U.R.S.S. et le **New-York Times** publie deux pages de publicité russe pour inviter les industriels américains à... faire de la publicité dans la presse et à la télévision soviétiques. Le petit-bourgeois peut donc bien s'apercevoir, lui aussi, que l'ex-rideau de fer sépare symboliquement deux mondes fondamentalement identiques. Mais ce qui reste malgré tout brumeux pour lui, est bien clair pour nous, et depuis longtemps : à l'Est comme à l'Ouest règne, malgré toutes les différences historiques, **le même mode de production capitaliste.** Quant à savoir pourquoi il en est ainsi, nous l'avons maintes fois expliqué dans ces mêmes colonnes.

Pourtant, si le petit-bourgeois se réjouit, c'est qu'il a, comme toujours, la vue courte. Le faux « bloc socialiste » s'effrite, sans doute, mais c'est aussi tout l'équilibre mondial mis sur pieds par l'impérialisme sur les ruines amoncelées par la deuxième guerre qui vacille. Et cela signifie l'approche d'une crise mondiale et donc la reprise de la lutte de classe violente et pas du tout démocratique, ou la marche à une nouvelle guerre mondiale.

⁂

A la fin de la dernière guerre, à l'heure du partage du butin, la Russie stalinienne reçut de son alliée, la Grande Démocratie Américaine, ce qui devait devenir les « démocraties populaires » : c'était plus qu'elle n'avait partagé naguère avec son allié précédent, le Grand Reich, mais peut-être était-ce trop, justement. En tous cas, l'armée russe occupa le terrain et fit régner l' « ordre ». Et la Russie procéda au pillage des ressources locales : suffisamment impérialiste pour exploiter les petites nations tombées sous sa coupe, elle ne l'était pas encore assez pour piller avec raffinement, à coup de dollars, comme l'Oncle Sam. Mais la piraterie pure et simple ne pouvant durer indéfiniment, il **fallut bien organiser** la production dans les démocraties populaires et les échanges commerciaux dans le « bloc socialiste » pour tenter de passer à une domination économique et financière et non plus seulement militaire et administrative : on organisa le Comecon et l'on créa une banque spéciale à Moscou.

Entre temps, les Etats-Unis s'étaient eux aussi attelés à la tâche et lançaient partout leurs dollars : dans l'Europe occidentale en ruines et dans les colonies qui, peu à peu, se détachaient de leurs métropoles coloniales affaiblies par une guerre qu'elles avaient bel et bien perdue, en fait. Mais aujourd'hui, le monde est saturé de dollars, saturé de capitaux et c'est en Russie même qu'ils vont s'investir ! Aujourd'hui, l'Europe du marché commun, et surtout l'Allemagne, se retrouve à nouveau à la tête d'un potentiel industriel et financier colossal qui cherche fiévreusement des débouchés. La concurrence devient plus âpre encore et si la Russie impérialiste cherche à prendre pied en Méditerranée, elle perd pied en Europe Centrale où le capital occidental entre en force.

Et il y est bien accueilli. Tous les dirigeants tchécoslovaques insistent lourdement sur la nécessité de nouer des rapports économiques et **financiers** non seulement avec les pays socialistes (comme ils disent), mais aussi avec les pays capitalistes. Il va sans dire que cela intéresse particulièrement l'Allemagne de Bonn qui espère trouver là un débouché où le terrible rival américain ne soit pas déjà installé : ce n'est pas pour rien qu'un « socialiste » a été nommé ministre des affaires étrangères, cela convient mieux, a-t-on pensé, aux « publics relations » avec l'Est. De son côté, la Tchécoslovaquie lui fait des appels du pied sans équivoque en reconnaissant, par la bouche de son ministre des affaires étrangères, Hajek, « l'attitude réaliste adoptée par certains hommes politiques d'Allemagne occidentale » ; par ailleurs, le premier ministre, Lenart, presse la France : « Notre vieille tradition d'amitié ne se traduit pas encore suffisamment sur le plan économique... Il y a l'amour et l'amitié, mais ils ne doivent pas rester platoniques et trop ignorer les éléments matériels... La République Fédérale Allemande est beaucoup plus réaliste ».

La « libéralisation » tchécoslovaque est donc un épisode de la concurrence acharnée des divers impérialismes, une manifestation de la rupture de l'équilibre établi par le deuxième conflit mondial. Le cycle infernal de l'impérialisme arrive à nouveau à un tournant et le mythe du « bloc socialiste » s'écroule. Et le prolétariat tchèque, que devient-il dans cette affaire! On lui a déjà fait savoir qu'il n'y aurait pas de miracle, que la discipline dans la production était sacrée et qu'il fallait avant tout sortir de la crise économique. Augmenter la productivité, voilà le mot d'ordre que proclame depuis longtemps Ota Sik, le Libermann tchèque qui a obtenu une belle promotion. Pour leur peine, les ouvriers éreintés auront le droit d'admirer à la télé la retransmission des séances d'un **vrai** Parlement, tout à fait démocratique.

LE PROLETAIRE
est en vente dans les principaux kiosques
LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 49 (décembre 1967) inclus.

Prix : 40 F. (y compris les frais d'expédition)

BILAN SOCIAL 1967

Cinq grandes défaites sanctionnent l'abandon de la ligne de classe par les syndicats

" L'unité " syndicale et l'intégration au capitalime

Nous terminions notre précédent article par une citation du 36e Congrès de la C.G.T. formulant, en termes clairs, la thèse fondamentale du **revisionnisme opportuniste** actuel : à savoir : la classe ouvrière n'a plus de mission historique spécifique à remplir ; elle œuvre au « socialisme » en défendant ses intérêts de catégorie démocratiquement et aux côtés des autres classes de la nation.

Que cette **parité démocratique** des classes promise par la C.G.T. n'ait d'autre contenu que celui que lui avait donné le fascisme en faisant des syndicats des **corporations** asservies au capital, nous pouvons en donner deux preuves : d'abord l'attitude de la C.G.T. à l'égard des centrales syndicales **déjà vendues à la bourgeoisie,** ensuite les rapports qu'elle souhaite établir avec l'Etat capitaliste.

En ce qui concerne le premier point, les dirigeants de la C.G.T. ont écrit que « **les travailleurs et, » parmi eux, particulièrement les » jeunes, réfléchissent à l'anoma- » lie que représente, à leurs yeux, » l'existence de plusieurs organisa- » tions syndicales** » (point 121, souligné par nous), que ces mêmes jeunes « **estiment, à juste titre, » qu'aucune barrière idéologique, » politique, religieuse ne doit les séparer** » (point 123), que « **les tra- » vailleurs et militants n'acceptent » pas d'être séparés des autres » sous prétexte de leur conviction » religieuse** » (point 104, souligné par nous), qu'en somme l'unité syndicale **va de soi** « **parce qu'aucun conflit d'intérêt n'oppose** » les salariés entre eux.

Il y a là, particulièrement dans les derniers mots, un peu de vérité et beaucoup de démagogie. **Potentiellement** les salariés ont les mêmes intérêts ; mais leur division présente n'en repose pas moins sur de puissantes **bases matérielles** — qualification professionnelle, hiérarchie de catégories, etc... — qui suscitent et encouragent entre eux cette **concurrence** qui est elle-même le fruit de la **division du travail.** Cette concurrence, les ouvriers ne peuvent la surmonter que s'ils savent s'unir pour des **luttes générales** portant sur des objectifs **communs à toute leur classe.** C'est justement là que réside la démagogie de la C.G.T. Non seulement elle encourage et renforce, par sa **politique de catégorie** et son culte de la **hiérarchie salariale,** les bases matérielles de la division ; non seulement elle s'oppose aux luttes générales véritablement unitaires, mais encore « l'unité syndicale » telle qu'elle la conçoit, ressemble de plus en plus à une véritable **soumission** aux centrales **ennemies de la lutte de classe.** C'est pour masquer ce dernier fait que la C.G.T. feint de croire que la pluralité syndicale actuelle n'est due qu'à une survivance anachronique d'idéologies surannées. Mais la vérité c'est que F.O. et C.F.D.T. sont des créations **contre-révolutionnaires** suscitées, directement ou indirectement, par la classe patronale et ses gouvernements, que le syndicalisme chrétien de conservation sociale, bien qu'aujourd'hui « laïcisé », n'a pas pour autant changé de fonction avec la sécularisation de son sigle, que Force Ouvrière avec qui la C.G.T. déclare « **avoir en commun les buts fondamentaux et une longue tradition** » (point 112) est l'héritière légitime de ce syndicalisme d'Union sacrée qui, pendant et après la première guerre mondiale, fut le complice et l'instrument de la répression étatique et patronale. Il faut précisément dater de cette lointaine époque l'opposition définitive et la rupture sans appel survenue entre l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et ceux que Lénine stigmatisait sous le terme « d'agents ouvriers du capitalisme ».

La C.G.T. actuelle dit que l'unité est possible et « normale » entre les trois centrales existantes. Pourquoi pas ? Mais cette unité, si elle se fait, sera bâtie sur un programme de **réforme** et non de **lutte.** Or voilà plus d'un demi-siècle que le réformisme a cessé d'être une **hypothèse** plausible du développement historique pour devenir synonyme de recul et de contre-révolution. C'est à cause de ce « tournant » définitif qu'éclata la première scission dont la pluralité syndicale actuelle est le lointain reflet. La C.G.T.U. des années 1921 était **organiquement** distincte de la vieille C.G.T. réformiste parce qu'elle en était **socialement et politiquement** séparée. Ses dirigeants de l'époque savaient qu'entre eux et leurs adversaires il y avait, derrière les « **barrières idéologiques, politiques et religieuses** » une opposition totale de **camp social.** Un véritable flot de sang séparait les prolétaires insurgés de toute l'Europe de cette clique abjecte de traîtres et de bourreaux que la social-démocratie internationale, tant dans le domaine syndical que politique, avait fourni au capitalisme pour décapiter le mouvement révolutionnaire d'abord, pour étouffer dans l'œuf sa réapparition au niveau des revendications économiques ensuite.

Voilà « l'anomalie » que la C.G.T. d'aujourd'hui entend effacer ; voilà le souvenir et la tradition qu'elle veut à tout jamais bannir de la mémoire des ouvriers. Pour quelle raison ? Nous croyons l'avoir déjà suffisamment illustré : elle a renoncé à la lutte de classe et à la révolution, il n'existe donc plus, entre elle et ses anciennes ennemies, **aucune sorte de différence.**

A dire vrai, jusqu'à ces dernières années, quelque chose distinguait encore la C.G.T. des autres centrales ; c'était la distance qui sépare la corruption idéologique de la corruption **tout court.** Ce pas-là, les « réformistes » bon teint l'ont fait depuis longtemps : Force Ouvrière, qui se drape dans la Charte d'Amiens « d'indépendance à l'égard des gouvernements, partis et sectes » n'a pas rougi de recevoir autrefois de l'argent du Comité National du Patronat français. Mais la C.G.T. n'avait pas encore accompli cette ultime démarche de l'opportunisme. C'est désormais chose faite, au moins en principe, puisqu'elle réclame **sa part** des crédits que l'Etat gaulliste, sous couvert « d'aide à la formation syndicale et sociale », prodigue à F.O. ; et à la C.F.D.T. pour se les asservir. Les documents du 36e Congrès, tout en renouvelant la revendication de la C.G.T., constatent avec satisfaction que cette centrale a tout de même reçu 25 millions d'anciens francs. C'est peu comparé aux centaines de millions touchés par ses rivales ; mais, comme dit son rapporteur, c'est déjà un résultat appréciable car il démontre que la **discrimination** dont la C.G.T. était victime se réduit peu à peu.

« Discrimination » injustifiée, pensons-nous aussi. Si quelque chose s'oppose encore en effet à l'intégration définitive de la C.G.T. dans le camp des serviteurs loyaux du capitalisme, ce n'est certainement pas sa plateforme de principe. Dans son programme comme dans sa tactique, il ne subsiste plus une parcelle de sa tradition originelle. Elle a détruit la notion marxiste de l'Etat comme instrument de contrainte au service des classes dirigeantes. Elle a annulé toutes ses luttes antérieures contre les opportunistes chevronnés en leur empruntant leurs mots d'ordre de collaboration de classe et leurs méthodes de « négociation ». Elle a adopté en mot le type de syndicalisme qu'elle combattait autrefois.

C'est une évolution qui, pour nous, confirme un diagnostic déjà ancien. Après la défaite de la révolution communiste européenne, disions-nous il y a quelque quarante ans, le syndicat, s'il ne se manifeste pas de reprise autonome du prolétariat, devra passer, avec armes et bagages, aux mains des agents du capitalisme et sous la forme de la plus outrageante servilité à l'égard de l'Etat bourgeois. Pour la C.G.T. qui, pleinement engagée dans ce processus, y avait encore quelques formalités à régler, le Congrès d'avril aura marqué une étape caractéristique en donnant un sérieux coup aux derniers aspects formels de classe qui subsistaient dans la vieille centrale. Ce que la tribune avait annoncé l'action pratique devait le confirmer.

Le sabotage des grèves

Parmi une myriade d'arrêts partiels du travail qui ne méritent pas d'être mentionnés, cinq grands mouvements ont traduit, en termes de défaite et d'écœurement, la plateforme dont nous avons donné les principales lignes. Il s'agit de la grève des **dockers marseillais** en janvier, des **«mensuels» de St-Nazaire** et des **mineurs et métallurgistes de Lorraine** en mars, des **ouvriers de la Rhodiaceta** lyonnaise en avril et en novembre. De tous ces mouvements nous avons déjà parlé en temps opportun ; il suffira ici d'en rappeler les traits essentiels.

Leur principale caractéristique c'est l'esprit défaitiste dans lequel ils sont conduits. Les dirigeants syndicaux n'aspirent pas à la satisfaction des revendications posées mais à la **négociation** avec les patrons. Ils ne cherchent pas à affirmer une **force,** mais à démontrer leur **civisme.** Ils agissent comme si l'essentiel était de convaincre un mystérieux **tiers invisible** du « bon droit » des ouvriers, de leur « bonne volonté », de leur respect d'un « intérêt supérieur » à leur intérêt propre. Ainsi, dans le conflit des dockers, lorsque les employeurs redoublent d'intransigeance **et de dureté,** ils disent que « **ce conflit est préjudiciable aux intérêts du port et de la région** », que « **les dockers ont toujours souhaité discuter sans arrêter le travail** », qu'ils « **aspirent ardemment à vivre dans des conditions sociales pacifiques** ».

Le même sentiment d'impuissance, le même désavœu de toute révolte, se manifestent dans le choix des moyens utilisés : éparpillement, fragmentation des grèves, abandon de l'agitation dans la rue à la moindre désapprobation officielle. A St-Nazaire, les responsables feront replier 15.000 manifestants pour céder le pas à quelques C.R.S., en Lorraine les « marches » des mineurs sur les grandes villes seront décommandées devant le veto préfectoral. Appeler les ouvriers à la manifestation pour la dissoudre quasi-tout de suite, voilà qui est mille fois plus démoralisateur qu'une répression effective. Sans parler des humiliantes démarches auprès des fonctionnaires supérieurs de l'Etat pour quémander leur « arbitrage », formule mensongère, démonstration de faiblesse qui stimule l'intransigeance patronale...

Ainsi conduites, les grèves, même quand leurs participants démontrent une détermination remarquable, sont vouées aux échecs les plus sévères. La grève de l'année précédente des dockers de Marseille s'était terminée par un accord ; il fut violé par les patrons et cela déclencha la grève des heures supplémentaires, du travail de nuit, du samedi et du dimanche. Après trois semaines d'agitations et de lock-out durant lesquelles la pusillanimité syndicale contraste aussi bien avec la combativité ouvrière qu'avec l'intransigeance patronale, la reprise du travail a lieu, sanctionnée par l'acceptation d'une heure supplémentaire par jour, du travail des samedis après-midi, nuit et dimanche. Résultat qui s'accompagne, il est vrai, de la création d'une Commission d'arbitrage... pour prévenir tout nouveau conflit.

A St-Nazaire, la grève des « mensuels » n'a pas d'issue plus heureuse. Ces salariés réclament 16 % d'augmentation, entraînent avec eux d'autres catégories grossies d'ouvriers lock-outés. Ils n'en acceptent pas moins les conditions patronales, soit 7,8 %, déclarés précédemment « injurieux » et dont 4 % sont déjà acquis sur le plan national.

Avec les mineurs de Lorraine, il s'agit d'un enjeu plus dramatique. C'est une main-d'œuvre que le déplacement des centres de gravité économique voue à la ruine, au défi de toutes les belles théories sur le « reclassement décent ». A la première menace précise, ces ouvriers débrayent spontanément, forçant la main aux syndicats. Pratiquement abandonnés par ces derniers (F.O. va jusqu'à refuser de donner l'ordre de grève... et vive l'unité !), leurs mouvements, quoique houleux, manquent de coordination, n'aboutissent à rien... sinon à la création d'une dérisoire « Commission de l'Emploi ».

Face à la même menace de chômage, et excédés par leurs conditions de travail très dures, les ouvriers de la Rhodiaceta réclament eux 5.000 anciens francs de plus par mois, chiffre que leurs dirigeants s'empressent de transformer en **pourcentage,** ce qui en modifie toute la signification au seul profit des catégories déjà mieux rétribuées. La grève connaît cependant de durs affrontements, mais, sous l'effet des manœuvres syndicales de diversion et de chantage, elle prend fin en échange de 3,8 pour cent d'augmentation. Les ouvriers, extrêmement mécontents, remettront ça bientôt lorsque la direction annoncera **2.000 licenciements.** Entre-temps, les syndicats ont tergiversé, laissé les patrons jouer à leur aise de la menace et de la corruption ; ils subiront sans réaction la mise à la porte — en attendant le reste des 80 ouvriers choisis parmi les plus combatifs. Cette dernière défaite résume en un raccourci éloquent les agitations de l'année 1967 qui, bien que déterminées par des causes identiques, n'ont jamais été unifiées à l'échelle nationale par un syndicalisme soucieux avant tout d'en réduire la portée générale et sociale.

Conclusion

Bien que caractérisées, comme celles de l'année précédente, par l'impuissance et la trahison, ces grèves présentent toutefois une particularité où nous puiserons la matière d'une conclusion moins pessimiste que l'impression qui se dégage de l'ensemble de ce bilan. Jusqu'à cette dernière année, les conflits sociaux affectaient principalement des secteurs de production en déclin : charbonnages, textiles classiques, construction navale. La grève des dockers, au début de 1967, appartenait encore à ce type. Par contre, qu'il s'agisse des « mensuels » de St-Nazaire, catégorie menacée parce que son pourcentage est en France le plus élevé de tous les pays du Marché commun, des mineurs de Lorraine, région que la nouvelle sidérurgie déserte pour s'installer «sur l'eau» à Dunkerque ou en Hollande, ou encore des ouvriers de la Rhodiaceta, voués au chômage par la surproduction dans les textiles artificiels où la France s'est laissé distancer, ces conflits sont tous liés, non pas à la crise d'**hier** mais à celle de **demain.**

Le changement est d'importance. D'abord, il tourne en dérision les scabreuses constructions théoriques du 36e Congrès où le « progrès social » — voire le socialisme — sont subordonnés à cette **expansion** économique dont les méfaits sont déjà perceptibles. Ensuite, en uniformisant les atteintes portées à la force de travail, il appellera des réactions unitaires incompatibles avec les tactiques chères à la C.G.T. d'adaptation aux « conditions particulières » qui sont la cause directe de la division et de l'impuissance des grèves. Ainsi se dessineront, plus ou moins vite, les éléments d'une reprise qui ne peut se réaliser qu'autour d'une conception fortement cohérente. C'est au travers d'une conception politique conséquente que le prolétariat a été trahi. C'est encore sur une plateforme politique que se poursuit la dégénérescence de ses organisations : même si la vieille ossature stalinienne de la C.G.T. s'effrite et s'estompe, ce n'est que pour s'intégrer dans une unité supérieure et supérieurement scélérate, celle qui groupe les opportunistes de tous les styles et de toutes les époques autour du seul appareil d'**Etat** du capital, vers lequel convergent toutes les capitulations idéologiques, toutes les « unités » partielles ou totales conclues entre les traîtres de toutes les écoles. Contre cet asservissement aucun « redressement » partiel n'est possible, aucune tactique savante de « Front unique » n'est efficace. Pour entraver, surmonter, combattre ce processus de décomposition, il n'est qu'une seule solution : la reconstitution du parti de classe, son insertion en tous les lieux où les ouvriers peuvent et doivent lutter, afin d'en chasser l'opportunisme, aujourd'hui principale arme de conservation dont dispose le capital.

Démocratie travailliste et racisme

(Suite de la page 2)

causes doivent en être recherchées dans l'inquiétude croissante qu'ils éprouvent devant un avenir incertain du fait de la mécanisation poussée envisagée en matière de manutention maritime. Mais le fait essentiel à relever est que leur mouvement, déclenché à la suite du discours d'un dirigeant conservateur alors qu'ils avaient lutté magnifiquement il y a quelques mois, est l'indice d'une rupture grandissante avec leurs responsables syndicaux traditionnels. Nous devons aussi expliquer pourquoi l'appel lancé au moment du début de leur marche de protestation par un leader en qui ils ont eu confiance au moment de leurs luttes acharnées, n'a pas été suivi. En effet, J. Dash et quelques compagnons ont lancé un manifeste pour préciser que tout mouvement de lutte devait viser les objectifs essentiels : loyers, niveau de vie, salaires et chômage, à l'exclusion de toute diversion d'ordre racial ou autre. C'est là que nous trouvons la meilleure confirmation de notre corps de doctrine et d'action. En effet, on ne peut espérer guérir la gangrène capitaliste qui a envahi l'ensemble des corps sociaux, y compris la classe ouvrière, que grâce à une intervention chirurgicale, celle de la construction du Parti révolutionnaire.

Pourquoi notre conclusion ? Aux novateurs pressés de découvrir la vertu de mouvements de masses prolétariennes dressées contre les appareils syndicaux traditionnels, contre l'Etat et la bourgeoisie, nous montrons la marche des dockers de Londres pour appuyer la plus stupide des demandes : renvoyez les prolétaires de couleur chez eux, alors qu'au contraire il faut œuvrer à la construction du Parti révolutionnaire qui pourra renverser la domination du Capital en soudant entre elles toutes les catégories, toutes les minorités raciales, exploitées physiquement et idéologiquement par la bourgeoisie. Le mouvement spontané du prolétariat est irremplaçable, certes, mais il a ses limites que les révolutionnaires ne doivent pas ignorer ; sans la direction du Parti de classe, avant-garde consciente et organisée, il ne peut que s'enliser dans le marais bourgeois, voire même prendre la direction la plus réactionnaire.

Ce journal est entièrement rédigé et administré par des travailleurs salariés, à l'exclusion de toute collaboration de professionnels ou de permanents rétribués. C'est là leur contribution à l'œuvre nécessaire de clarification. Toi, lecteur, sympathisant, quelle est la tienne ? LE PROLETAIRE ne peut vivre que des subsides prolétariens. LE PROLETAIRE ne peut faire entendre sa voix que par l'effort conjugué de tous les révolutionnaires sincères. LE PROLETAIRE ne peut améliorer sa périodicité et augmenter sa matière que par l'aide de tous ceux qui approuvent son effort.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

● LE PROLETAIRE ●

ECRIS-NOUS - ABONNE-TOI - SOUSCRIS

« **L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !** »

VIETNAM

(Suite de la première page)

périaliste yankée, le paysan indochinois a repris le fusil, la guérilla fait rage, la répression sévit ». Et nous ajoutions : « Les tartuffes des "voies nouvelles" au socialisme prétendent arriver au communisme plus vite, plus sûrement, **avec moins de souffrance** que par la voie maîtresse de Lénine, celle de la révolution et de la dictature du prolétariat. Mais ils accumulent les ruines et les morts, sans même atteindre des objectifs qui ne sont pas ceux du communisme, mais de la révolution démocratique bourgeoise. Par trois fois, la masse des prolétaires et paysans indochinois a dû livrer le combat. Chaque fois un compromis équivalant à une capitulation fut le prix de ses sacrifices. Par qui, en cet an de grâce de la coexistence pacifique, cette cause sera-t-elle cette fois trahie ? Par la Chine de Mao, considérée bien à tort comme " plus révolutionnaire " que la Russie de Khrouchtchev, mais qui serait bien aise d'échanger sa reconnaissance juridique par les U.S.A. contre le sang des sacrifiés dans la plaine des Jarres ou dans les rizières du delta ? ».

Hormis l'hypothèse un peu hasardeuse d'un compromis possible entre la Chine et les Etats-Unis, notre appréciation de 1964 n'a pas été, dans l'ensemble, infirmée. Egalement valable, quoique vain, le souhait que nous formulions : « Puisse la classe ouvrière d'Europe, avant que se termine à nouveau le fatidique délai des neuf années de souffrance du peuple indochinois, déchirer enfin l'infâme pacte social de la coexistence pacifique en remplaçant la meurtrière **paix impérialiste** par la salvatrice **guerre des classes** ». Si le « délai fatidique » dont nous parlions alors n'est qu'à demi écoulé, la **conclusion** que l'ensemble des puissances impérialistes cherche déjà à donner aux sacrifices du Viet-Cong n'en est que plus sinistrement dérisoire. Quant à la reprise prolétarienne souhaitée, et sur laquelle — est-il nécessaire de le dire ? — nous ne nourrissions à l'époque aucune illusion, elle ne se présente guère sous un jour meilleur. Du moins avons-nous aujourd'hui assez de recul pour nous prononcer sur le résultat atteint par ceux qui, tout en formant un vœu identique au nôtre, prétendaient y œuvrer mieux et plus vite grâce à l'usage de méthodes que nous condamnons.

***

Le sacrifice du peuple vietnamien aura donc été totalement vain — nous demanderons ceux qui nous taxent volontiers de sectarisme et d'indifférentisme ? Nous leur répondrons que même les batailles trahies et les révoltes perdues peuvent contribuer à rapprocher le moment du réveil du prolétariat. **A une condition** toutefois. A la condition que la faillite de la tactique opportuniste qu'elles consacrent devienne évidente aux yeux d'un nombre toujours plus grand de prolétaires. **A la condition** que le cinglant démenti que leurs cadavres infligent aux mensonges et illusions «progressistes» soit jeté à la face des complices « ouvriers » de l'impérialisme et, en premier lieu, des faux communistes qui chantent les vertus d'une coexistence pacifique orchestrée par les bombes et les rocketes.

Pour nous, la trahison de **toutes** les luttes sociales par le stalinisme et le post-stalinisme est chose prouvée et archi-prouvée. Entre la clique de politiciens qui ont construit leur carrière sur le massacre des compagnons de Lénine et le prolétariat révolutionnaire, les comptes ne peuvent se régler par la **critique démocratique,** mais par l'acte même de la révolution qui les clouera dans le camp social qu'effectivement ils servent. Mais il existe un nombre relativement important de militants qui, comme nous, se réclament de la vraie tradition d'Octobre, tout en préconisant des tactiques opportunistes comme le front unique qui, erreur désastreuse de l'époque où le mouvement communiste était une force, est pur et simple suicide des révolutionnaires devenus infime minorité. Ceux-là ont encore droit à « l'arme de la critique », ce qui n'implique pas qu'il faille leur mâcher les mots. A toutes les tendances du trotskisme qui, divisées sur le choix de « l'Etat ouvrier » à défendre, sont à tout jamais unies par le « bout-de-chemin » qu'elles persistent à vouloir faire aux côtes des assassins de toutes les révolutions, nous faisons un grief formel, particulièrement à propos du Vietnam. Celui de n'avoir pas aidé, en cette occasion, à la prise de conscience politique des éléments qu'elles influencent et qui sont certes plus nombreux que les nôtres ; celui d'avoir fait chorus, dans les manifestations, comités, etc... contre cette guerre, avec les crapules de la « gauche démocratique » et leurs alliés électoraux qui se sont « fait des voix » en versant des larmes de crocodiles sur les victimes de Hué ou de Khe Sanh ; d'avoir orienté la révolte sincère de milliers de jeunes vers ces manifestations obscènes du pacifisme petit-bourgeois ; de n'avoir pas fait, en un mot, la seule chose utile à l'occasion de ce carnage inutile : dénoncer la responsabilité de l'**opportunisme mondial** aussi criminelle, parce que plus hypocrite, que celle de l'impérialisme.

Comme nous, les trotskystes sentent le grand vide créé dans le camp de la révolution et du socialisme par la dégénérescence du communisme moscovite. Mais ils veulent le combler en y précipitant tout leur immédiatisme incorrigible, tout leur frontisme échevelé. Ce faisant, ils **retardent,** objectivement, la rupture qui doit nécessairement se produire entre l'opportunisme ex-stalinien et la fraction la plus combative du prolétariat. Dernier **point de suture,** pensons-nous pourtant, qui retient la plaie déjà ouverte dans le corps du capitalisme et qui sautera lorsque la crise la rendra béante.

Comment ils mentent au prolétariat

Nous voudrions relever une contradiction flagrante, quoique certainement passée inaperçue aux yeux des bons lecteurs de la presse « progressiste », entre les promesses électorales du P.C.F. et des syndicats qu'il patronne et le contenu futur de leur éventuelle victoire parlementaire. Les ouvriers qui soutiennent ce parti et adhèrent à la C.G.T. pensent que la venue au pouvoir de la Fédération de la Gauche Démocrate Socialiste doit se traduire par une amélioration notable de leurs conditions de vie. Cette amélioration, pour eux, doit se matérialiser nécessairement par des **augmentations de salaires** que la C.G.T. traduit par le mot d'ordre : **pas de salaire inférieur à 600 F. par mois.** Mais qu'advient-il de cette revendication dans les accords récemment conclus entre le P.C.F. et la F.G.D.S. ?

Commentant la « Déclaration commune » à ces deux organisations, la Commission administrative de la C.G.T. a déclaré le 7 mars 1968 que cette plateforme « contient de nombreux points d'accord sur des questions essentielles ». « Dans le domaine économique et social — a-t-elle écrit — en se prononçant **nettement** pour l'augmentation des salaires, le relèvement des bas-salaires, la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, etc... ». Vous avez bien lu : selon la C.G.T., l'accord passé se prononce **nettement en faveur des augmentations de salaire.**

Voyons maintenant ce qu'il en est en réalité, et pour qu'on ne conteste pas nos sources utilisons une brochure parue en supplément à **L'Humanité** du 26 février 1968 et qui reproduit le rapport de Waldeck Rochet au Comité central du Parti, deux jours auparavant. On y voit, page 6, sous le titre « Les problèmes économiques et sociaux », que « les deux formations s'accordent pour dénoncer la politique antisociale du gaullisme », « faire des propositions concrètes concernant l'expansion économique, le relèvement du pouvoir d'achat, la revalorisation des salaires, etc... ». Mais on y lit aussi, quelques lignes plus bas, que « si les convergences sur ce problème l'emportent nettement, **les deux formations ont des vues différentes sur quelques questions importantes** » (souligné par nous). « Par exemple — poursuit le texte — dans le souci de mettre fin au scandale des bas salaires, le Parti communiste propose qu'aucun salaire ne soit inférieur à 60.000 anciens francs par mois. La Fédération s'est ralliée en principe à cette proposition, mais sous réserve que les effets d'une telle décision soient appréciés dans le « cadre de l'exercice du pouvoir », c'est-à-dire sous la réserve de l'appréciation du futur gouvernement, **ce qui rend un peu aléatoire la réalisation d'une telle revendication** (souligné par nous).

« Aléatoire », c'est peu dire : nous avons de bonnes raisons de croire, compte tenu des circonstances dans lesquelles la « gauche » est susceptible de venir au pouvoir, que ce sera, comme son homologue d'outre-Manche pour y prêcher l'**austérité**. C'est d'ailleurs pour prévenir quelque peu la désillusion de leurs électeurs que les vieux renards de la F.G.D.S. se refusent à s'engager, se bornant à admettre le **principe** de l'augmentation des salaires mais se gardant bien d'en fixer un quelconque montant. En tous cas, ce n'est certes pas l'attitude des pontifes de la C.G.T. qui risque de les démasquer, puisque ce qui n'est encore qu'**aléatoire** au niveau du parti devient **nettement prononcé** au niveau du syndicat ! Peut-être quelque prolétaire tant soit peu clairvoyant se souviendra-t-il, au contact de la dure réalité des lendemains qui, une fois encore, ne chanteront pas, de l'avertissement que nous donnons ici.

L'agitation des étudiants

(Suite de la 1re page)

tion politique indépendantes et autonomes. D'instinct, ils peuvent arriver à la révolte, au combat, mais jamais à l'action de classe, coordonnée, centralisée, disciplinée. Le pire est que par leur formation sociale petite-bourgeoise et par leur tradition culturelle individualiste, ils sont au contraire portés à théoriser l'anti-centralisme et l'anti-classisme, et à s'ériger en porteurs d'une révolution d'individus ou de « générations ». Ainsi les jeunes allemands prétendent-ils qu'eux, étudiants, « anti-autoritaires », « non-intégrés », feront la révolution à la place des ouvriers qui se seraient embourgeoisés. Mêlant Luxembourg, Lénine, Marx d'un côté avec Ho-Chi-Min, Che Guevara et Mao de l'autre, ils cherchent dans la guerilla héroïque et populaire la clé de l'avenir, ou bien déploient une volonté de « contestation globale de la société » en invoquant des réformes et « davantage de démocratie », refusant la discipline d'un programme et d'un parti, même celle du programme et du parti révolutionnaires marxistes.

Cela n'empêche pas que leurs manifestations soient un symptôme de la décadence du régime capitaliste, et une annonce de la tempête qui se concentre toujours plus sur le monde et sur les classes. Lorsqu'elle éclatera, toutes les classes sociales seront entraînées dans un combat final entre classes opposées ou entre Etat pour se répartir les dépouilles des plus faibles.

Les agitations étudiantes risquent donc de servir d'instrument à la démagogie, à la farce démocratique et électorale d'une part, au pacifisme simpliste et équivoque de l'autre, si le prolétariat, seule classe révolutionnaire capable d'exercer une violence sociale organisée, n'emprunte la grand-route de la lutte révolutionnaire de classe et s'il ne se prépare pas à reconstituer, sur le plan mondial, l'organe de lutte indispensable : le Parti Communiste. Les jeunes qui se sont mesurés avec arrogance à la police armée, qui ont revendiqué avec orgueil le droit de décider de leur propre existence, ces jeunes, les meilleurs d'entre eux, pour ne pas appauvrir leurs aspirations, pour ne pas punir leur intelligence et surtout pour ne pas devenir de simples expressions de la dissolution du régime, doivent retourner leurs énergies physiques et intellectuelles vers le Parti de classe. Leurs qualités ne seront fructueuses que si elles se conjuguent au programme révolutionnaire marxiste et se mettent à la disposition consciente et disciplinée du parti, dans l'effort collectif, avec l'avant-garde du prolétariat, pour un avenir sans guerre parce que sans classes, sans exploitation sociale, sans capitalisme.

A ces jeunes, nous n'avons pas à promettre notre version des réformes du système social; nous n'avons pas à conquérir leurs votes ni à tromper leurs aspirations individuelles par des promesses de carrière mieux rémunérée. Le programme communiste pur vise à la démolition de toute division sociale et professionnelle entre les hommes ; dans la société socialiste il n'y aura pas d'étudiants parce qu'il n'y aura ni ouvriers, ni patrons, ni travail salarié, ni capital. A l'inverse des groupes de « gauche », nous ne pouvons avancer démagogiquement des étapes intermédiaires d'ordre réformiste et démocratique. Nous devons seulement envisager l'étape historique décisive, celle de la destruction violente du pouvoir politique et de l'Etat capitaliste. On ne peut parvenir à ce but que par un programme historique, expérimenté au feu des luttes et trempé dans le sang des prolétaires.

Le régime capitaliste, qui croyait posséder pour toujours ses serviteurs les plus fidèles chez ses intellectuels, vient de subir une cuisante déception. Quelques-uns de ses fils se sont révoltés et se sont jetés contre lui. L'Etat a imposé son autorité par l'emploi direct de la violence.

C'est cette autorité qui doit être détruite, et elle ne peut l'être que par la violence de classe. Les ouvriers possèdent cette violence en puissance. Le parti de classe est leur guide. C'est de là qu'il faut partir pour passer des agitations désordonnées, anodines et confuses, même quand elles sont généreuses, au mouvement révolutionnaire grandissant du prolétariat international. Sinon, l'ordre bourgeois aura tôt fait de canaliser l'agitation étudiante par le biais de ces mots d'ordre pacifistes, démocratiques, voire franchement réformistes, que les étudiants empruntent eux pires traditions de leurs aînés au moment même où ils croient « innover ».

Le Black Power et ses « Amis »

(suite de la page 1)

cisme. Le mouvement noir n'a saisi de l'oppression que sa manifestation supplémentaire : la ségrégation raciale, mais la base même, à savoir la division de la classe ouvrière, lui échappe complètement. Le plus grave est que la lutte aveugle et désespérée des noirs contre l'oppression la renforce d'autant. Il est en effet ridicule d'opposer à un racisme blanc réactionnaire un racisme noir révolutionnaire ! Leur nature et surtout l'idéologie qui les secrète sont identiques.

Mais alors pourquoi les champions européens du Black power chantent-ils le caractère révolutionnaire et prolétarien du phénomène. N'est-ce pas leur conception même du mouvement prolétarien qui est en cause ? En fait, le Black power est l'occasion pour divers démocrates de montrer l'inutilité du parti. Mais leur propre laxité d'organisation fausse leurs interprétations. On en arrive à la tautologie suivante: ces gens qui croient à la spontanéité des masses prêtent une nature révolutionnaire au mouvement noir... et ils se servent ensuite de cette conclusion pour justifier leur point de départ théorique !

Si le caractère motivé de la violence noire et son incontestable apport positif ne font aucun doute, il n'empêche qu'objectivement, ce mouvement sans direction prolétarienne sert la réaction et la conservation sociale. Le propre de l'opportunisme est de feindre la confusion entre les formes spontanées de lutte et leur dépassement en lutte de classe sous la direction du Parti prolétarien.

Le mouvement noir est un boxeur aveugle ; nous faisons nôtre sa force tandis que d'autres vantent sa cécité. Le problème noir nous permet de dégager deux niveaux de lutte : celle contre l'idéologie bourgeoise et celle contre les idéologies ouvrières dégénérées. Contre la première, le mouvement réaffirme le rôle de la violence dans l'histoire, contre les secondes, l'échec certain du mouvement sans avant-garde montre la nécessité du Parti. Dans les deux cas, c'est une lutte pour la conservation et la transmission de l'expérience historique du prolétariat. Après les années de contre-révolution, tout l'apprentissage ne sera pas à refaire si le Parti, tête du prolétariat en période révolutionnaire, a su aussi être sa mémoire en période de réaction.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

ABONNEZ-VOUS !

SOUSCRIVEZ !

Souscription Permanente

1968

LISTE N° 4

Paris, 255,95 ; Italo, 10 ; Mario, 10 ; Barbiere, 10 ; Réunion publique de Paris, Alice, 5 ; JP, 5 ; Pierre, 5 ; Claude, 10 ; Martin, 5 ; Jean, 2 ; Pierre Yves, 3 ; Yolande, 10 ; Alain, 5 ; X..., 2 ; Michel, 5 ; Bartolo, 5 ; Jean Claude, 3,1 ; Michèle et Jean Luc, 10 ; Marie Pierre, 5 ; Catherine, 2,5 ; Rolland, 3 ; Ferrucio, 10 ; Anita, 10 ; Anne B., 10 ; Charlotte, 5 ; Goupil, 10 ; Georges, 5 ; Caldo, 20 ; Christian, 10 ; Arthur, 10 ; Alfred, 10 ; Luc, 10 ; Marius, 10 ; Simon, 10 ; Maurice, 10 ; Reliquat réunion publique Aix, 20 ; Bouzid, 20 ; Mustapha, 20 ; Andre 20 ; Libertino, 20 ; R. et R., 40 ; S., 20 ; François, 10 ; Antoine, 10 ; Dominique, 10 ; Toussaint, 10 ; Jean, 10 ; Roland, Soutien, 5 ; Georges G., 50 ; Guy, Soutien, 8 ; Catania, pour la presse française, 7 ; Retour, 4 ; Lucien, 20 ; Piccino, 2 ; En plus, 5 ; Gérard, 1,2,30 ; Guy, Soutien, 8 ; La Pétroleuse, 5.

	Francs
	—
Total liste N° 4 ...	810,85
Total précédent ...	3.056,43
Total général	3.867,28